



GESTION DES RESSOURCES EN AMÉRIQUE DU SUD

POLITIQUES ÉCONOMIQUES SUR LES RESSOURCES
ÉNERGÉTIQUES ET MINIÈRES, POUR UNE
SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS

Agathe Bodelot

Sommaire

Introduction	<u>3</u>
I. Tendances des politiques économiques sur les ressources énergétiques et minières	<u>4</u>
a. Une volonté d'indépendance à l'origine de mesures protectionnistes	<u>4</u>
b. Une nécessité d'ouverture aux investissements étrangers face aux crises	<u>5</u>
II. Cas d'étude : antagonisme bolivien et chilien de la gestion des ressources	<u>6</u>
a. La Bolivie : économie populaire et Etat socialiste	<u>6</u>
i. Débuts de l'exploitation des ressources et contrôle total de l'Etat	<u>6</u>
ii. Désillusion d'une économie instable, privatisation	<u>7</u>
iii. Evo Morales, retour d'une politique socialiste sur les ressources	<u>9</u>
iv. L'intégration du lithium dans l'économie, une nouvelle chance pour la Bolivie	<u>11</u>
b. Chili, Etat rentier laboratoire du néo-libéralisme	<u>13</u>
i. Balbutiements du libre-échange et « chilenisation » du cuivre	<u>13</u>
ii. Dictature Pinochet et Chicago Boys, synergie à l'origine du « miracle chilien »	<u>14</u>
iii. De l'explosion sociale à l'élaboration d'une stratégie nationale du lithium	<u>15</u>
Conclusion	<u>17</u>
Annexes	<u>18</u>
Sources	<u>22</u>

Politiques économiques sur les ressources énergétiques et minières, pour une souveraineté économique des Etats sud-américains

L'arrivée des Européens en Amérique latine dès le XVI^e siècle marque le début de l'exploitation intensive des matières premières sud-américaines. A partir de 1550, l'or, le cuivre et l'argent sont principalement extraits au profit des puissances coloniales européennes, à l'image du système du commerce triangulaire autour du cacao, du café et des bois rares. Les Espagnols exploitent l'or et l'argent du Mexique à la cordillère des Andes, tandis que les Portugais se concentrent sur la côte atlantique et sa canne à sucre, avant la découverte de gisements d'or. Les matières premières naturelles sont exportées quasiment à l'état pur, sans valorisation par l'homme pour transformer la matière en ressource. Ainsi selon Claude Raffestin, « *il n'y a pas de ressources naturelles, il n'y a que des matières premières* »¹. Cette nuance est importante puisqu'elle politise la ressource, qui devient le fruit d'une production collective : le travail. « *Toute relation à la matière est une relation de pouvoir qui s'inscrit dans le champ politique par le truchement du mode de production* ». En ce sens, exporter une matière première ne permet ni une construction sociale et technique, ni l'optimisation de la productivité des acteurs économiques. La mise en valeur de la matière première en ressources, par une industrialisation du secteur, renforce par ailleurs l'économie rentière des pays, moins tributaires des fluctuations des marchés. C'est pourquoi les mesures économiques protectionnistes mises en place par les gouvernements sud-américains sur les matières premières ne seront pas suffisantes pour garantir la souveraineté économique des Etats. Il faudra cibler les ressources, englobant le secteur industriel gravitant autour de la matière naturelle pour développer pleinement ces secteurs stratégiques apportant indépendance et souveraineté. Cette étude s'intéresse ainsi aux différentes politiques économiques des gouvernements sud-américains sur leurs ressources énergétiques et minières. Du droit de propriété au droit d'exploitation, quel niveau d'interventionnisme de l'Etat dans la gestion de ses matières naturelles permet d'optimiser sa souveraineté économique ? De leur découverte à la fin du XIX^e siècle jusqu'aux nouveaux minerais, nous soulignerons les grandes tendances avant d'analyser deux extrêmes : l'économie historiquement populaire de la Bolivie fondée sur la nationalisation des ressources naturelles, face au Chili, véritable pays rentier laboratoire du néolibéralisme économique.

¹ Raffestin, Claude. "Qu'est-ce que les ressources ?". Pour une géographie du pouvoir. By Raffestin. Lyon : ENS Éditions, 2019. (pp. 289-303) Web. <<http://books.openedition.org/enseditions/7647>>

I. Tendances des politiques économiques sur les ressources énergétiques et minières

a. Une volonté d'indépendance à l'origine de mesures protectionnistes

En 1890, la découverte de pétrole, de gaz naturel et de minerais modifie profondément l'économie de la région, qui tente de se prémunir d'un nouveau pillage des Occidentaux grâce à la mise en place de mesures de sécurité économiques par les différents gouvernements. Une volonté commune de nationaliser les matières naturelles afin d'optimiser le profit de l'Etat se répand en Amérique du Sud dans les années 1930, largement poussée par des mouvements sociaux. Le Mexique est précurseur, puisque l'Etat inscrit sa souveraineté sur les ressources énergétiques du pays dans la Constitution de 1917. C'est l'aboutissement des différentes régulations établies dans le code des Mines de 1884² et la loi du Pétrole de 1901³ sur la propriété des gisements mexicains. Après la révolution mexicaine de 1910, l'Etat impose 5% de taxe sur les bénéfices des nombreuses concessions octroyées aux entreprises étrangères. La première compagnie pétrolière nationale Pemex est créée en 1933, avant la nationalisation complète de l'industrie pétrolière mexicaine décrétée en mars 1938 sous le gouvernement Cardenas (1934-1940). En Colombie, le président Prieto impose aux deux concessions pétrolières Mares et Barco de l'époque le versement d'une grande partie des bénéfices à l'Etat dès 1909. Le développement des exploitations pétrolières colombiennes se fait sous contrôle des sociétés américaines, jusqu'à la création de la compagnie nationale Ecopetrol en 1951 et la nationalisation des ressources pétrolières par décret en 1953. Le Brésil entreprend quant à lui la création du Conseil National du Pétrole (CNP) en 1941, qui devient 10 ans plus tard la fameuse entreprise nationale Petrobras. Le modèle équatorien est similaire puisque la *Corporacion Estatal Petrolera Ecuatoriana* (CEPE) est créée en 1972 afin de gérer les activités pétrolières, posant les premières bases de la compagnie nationale Petroecuador en 1989⁴. Il faudra néanmoins attendre la nouvelle Constitution de 2008 pour que les ressources naturelles fassent l'objet d'un contrôle et d'une gestion exclusive de l'Etat. Le mouvement de nationalisation est venu plutôt tardivement en Équateur, avec l'élection de Rafael Correa en 2007. Quant au chef de file de l'exploitation pétrolière sud-américain, le président Carlos Andres Perez impose un partage des bénéfices de l'industrie pétrolière vénézuélienne à 50-50 en 1948, après la loi sur les hydrocarbures de 1936 imposant des mesures fiscales avec une augmentation de la participation de l'Etat dans l'exploitation⁵. Le pétrole vénézuélien exploité par

² Codes des mines mexicains, 1884 : <https://fr.scribd.com/doc/267341322/Codigo-de-Minas-1884>

³ Es expedía la primera Ley del Petróleo, décembre 1901, Memoria Política de México, <https://www.memoriapoliticademexico.org/Efemerides/12/24121901.html>

⁴ *Les succès de l'exploitation du pétrole en Équateur*, présentation de Valérie Commelin, décembre 2016, https://unctad.org/system/files/non-official-document/Tchad_08122016_Valerie_Commelin.pdf

⁵ *Petróleos de Venezuela (PdVSA) : de la logique entrepreneuriale à la mission nationale (1920-2016)*, Isabelle Rousseau, 4 décembre 2017, Encyclopédie de l'Énergie, <https://www.encyclopedie-energie.org/petroleos-de-venezuela-pdvsa-de-la-logique-entrepreneuriale-a-la-mission-nationale-1920-2016/>

Exxon, Mobil, Shell et Chevron sera ensuite nationalisé en 1976. L'entreprise nationale Petroleos de Venezuela SA (PDVSA) émerge la même année.

Il est important de noter que, si les Etats ont assez rapidement nationalisé les matières premières grâce au droit de propriété, ils n'ont pas attendu le développement de l'industrie nationale pour s'ouvrir au commerce international et exporter des ressources. Ce sont bien les capitaux étrangers qui ont permis le développement d'entreprises privées, qui ensuite seulement ont été nationalisées avec le droit d'exploitation. En ce sens, ces pays n'ont pas adopté la politique de protectionnisme éducateur⁶ définie par l'économiste allemand Friedrich List, permettant d'assurer la souveraineté économique du pays grâce au développement d'une industrie nationale compétitive à l'échelle mondiale. Les économies rentières sud-américaines restent vulnérables, trop dépendantes du cours des matières naturelles et de la demande mondiale à cause d'une industrie nationale trop faible, dont le développement n'a pas été protégé par du protectionnisme raisonné. Les ressources ne sont pas pleinement intégrées dans le secteur économique.

b. Une nécessité d'ouverture aux investissements étrangers face aux crises

Les crises pétrolières de 1973 et 1979 affectent le cours des matières premières, et la crise de la dette des pays en voie de développement déclenchée en 1982 affaiblissent les économies pétrolières (*petroleras*). La plupart des États sud-américains favorisent les investissements étrangers jusqu'alors très contraints, et libéralisent progressivement les entreprises pétrolières nationales. Le cours du pétrole chute drastiquement en 1985, la corruption paralyse de nombreux services d'Etat comme au Venezuela. La dépendance vénézuélienne au pétrole est extrême, représentant plus de 80% des recettes et des exportations du Venezuela⁷. Cette source facile de revenus maintient l'économie sous perfusion, et l'absence d'industrialisation amont engendre l'inflation de la dette et une dégradation forte des paiements extérieurs : c'est la maladie hollandaise. La croissance devient négative, la rente pétrolière attendue par les Vénézuéliens n'arrivera jamais. En 1989, l'application de la politique de rigueur fiscale suggérée par le FMI⁸ s'ajoute à l'inflation générale, et provoque une crise sociale forte où plus de 3000 personnes seront tuées en quatre jours dans l'émeute de Caracazo. Ce programme économique donne naissance à des élites locales, au service des intérêts des Occidentaux et particulièrement des États-Unis. Le Venezuela lance ensuite le programme *Apertura Petrolera* (ouverture du pétrole) en 1992 pour attirer les investissements étrangers dans l'entreprise nationale PDVSA nécessitant d'importants financements pour se développer. Au Pérou, en Colombie ou au Chili,

⁶ Protectionnisme éducateur, théorie de Friedrich List, <https://www.economie.gouv.fr/facileco/friedrich-list>

⁷ Le Venezuela victime de sa richesse, Antoine de Ravignan, 2003, alternative économique, <https://www.alternatives-economiques.fr/venezuela-victime-de-richeesse/00027569>

⁸ Le FMI propose un prêt de 4,5 milliards de dollars sur 3 ans, en **échange** d'une libéralisation totale de l'économie du Venezuela qui doit s'ouvrir au marché. Les conditions du FMI sont présentées le 18 février 1989 par Carlos Anrés Pérez ; le « paquete economico » (programme économique) prévoit un « abandon des subventions assurant la rentabilité du très léger secteur industriel, une privatisation des entreprises publiques, une seconde dévaluation du Bolivar et un dégel des prix, notamment celui du pétrole... » - <https://www.contretemps.eu/venezuela-27-fevrier-1989-jour-peuple-sest-reveille/>

les compagnies pétrolières nationalisées restent sous contrôle des États, qui entreprennent d'ouvrir le secteur des hydrocarbures aux investissements privés étrangers. Sur le même modèle, le Brésil ouvre le secteur à la concurrence avec la Loi sur le Pétrole de 1997, mettant fin au monopole de Petrobras qui doit alors céder certains gisements aux capitaux étrangers. L'Argentine entreprend un virage beaucoup plus radical avec la privatisation complète de sa compagnie pétrolière étatique YPF en 1993.

L'idée que la souveraineté économique des États passe par une nationalisation des hydrocarbures s'estompe ainsi dans les années 1980. Afin de garantir l'indépendance et la souveraineté de la nation, les gouvernements doivent continuer d'assurer le développement du secteur des ressources naturelles, jugé stratégique. Les financements étatiques ne sont plus suffisants, c'est le début d'une privatisation massive du secteur. L'Amérique latine est vue comme un immense réservoir de matières premières convoité par le monde entier, et tout particulièrement les États-Unis à cette période. L'impérialisme américain cible la région, afin de conserver les intérêts économiques des entreprises états-uniennes. Alors que les investissements dans le secteur minier augmentent de 90% à l'international entre 1990 et 1997, ils explosent de 400% en Amérique latine. Cette tendance se poursuit dans les années 2000 ; le nombre de projets miniers augmente de 740% en Argentine entre 2003 et 2007. Le modèle d'économie rentière de l'Amérique du Sud engendre une dépendance envers les pays investisseurs, de fortes inégalités sur le territoire et conduit même au pouvoir des régimes autoritaires soutenus par les intérêts étrangers. L'unique tentative de développement indépendant de la tutelle américaine est détruite par la défaite du Paraguay dans la guerre de la Triple Alliance en 1870. Le libéralisme économique jusqu'alors refusé par les trois premiers gouvernements du Paraguay est imposé par le traité de coalition. Le pays est forcé de s'ouvrir aux capitaux étrangers et d'intégrer la division internationale du travail.

II. Cas d'étude : antagonisme bolivien et chilien de la gestion des ressources

a. La Bolivie : économie populaire et Etat socialiste

i. Débuts de l'exploitation des ressources et contrôle total de l'Etat

Considéré comme l'un des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud, la Bolivie est pourtant riche de nombreuses ressources naturelles, et tout particulièrement d'hydrocarbures et de gisements miniers. L'exploitation minière de la Bolivie commence avec les colons dès 1545 : étain, argent et cuivre abondent autour de Potosi, la Paz et Oruro, tandis que le Santa Cruz et Beni regorgent de fer et d'or. L'extraction d'argent de la mine de Cerro Rico, pour la couronne espagnole, représente l'exemple type de l'exploitation des ressources naturelles du pays par une nation étrangère au détriment du développement de la population bolivienne. Source d'accumulation capitaliste en Europe, la mine d'argent située dans la ville de Potosi fera l'objet d'une expression bien connue de Don Quichotte, « *Vale un Potosi* » (ça vaut un Potosi).

Dans les années 1950, l'idéologie « eldoradoriste » portée par le mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) se développe en Bolivie : le développement du pays pourrait se construire sur sa base minière. La révolution bolivienne de 1952 qui éclate dans les mines de Siglo XX amène le MNR au pouvoir pendant douze années, portant l'idée que les ressources naturelles et l'économie doivent être contrôlées par l'Etat. C'est ainsi que le MNR nationalise les mines avec la création de l'entreprise étatique Corporation minière de Bolivie (COMIBOL) et de la Centrale ouvrière bolivienne (COB). Concernant les hydrocarbures, une première nationalisation des maigres réserves exploitées avait donné lieu à la création de la société nationale *Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos* (YPFB) en 1936. Les gisements situés aux alentours de Santa Cruz furent quasiment épuisés après 50 ans d'exploitation. L'article 139 de la Constitution Bolivienne de 1967 stipule clairement que les gisements d'hydrocarbures sont la propriété directe, inaliénable et imprescriptible de l'Etat⁹.

Ce n'est qu'en 1997 que la Bolivie découvre qu'elle détient 36,2% des 151,0 TCF (trillion of cubic feet) de gaz naturel des réserves d'Amérique du Sud. Cette découverte va bouleverser la politique du secteur des hydrocarbures. Des années 1960 à 1970, les multinationales sont fortement limitées pour investir dans le secteur des ressources naturelles car l'Etat est défini comme le seul capable de gérer l'excédent économique et la stratégie pour une meilleure indépendance du pays, suivant le keynésianisme. À partir des années 1980, l'Amérique du Sud connaît une vague de privatisation, les restrictions sont progressivement levées et permettent un accès aux ressources naturelles et aux services nationaux. Les multinationales mettent la main sur des secteurs stratégiques comme les mines, les hydrocarbures, l'agriculture, le commerce, les télécommunications etc. La Bolivie n'est alors pas considérée comme une zone attractive pour les investissements directs étrangers. En cause, la petite taille de marché et la décision 291 du Pacte des Andes¹⁰ interdisant aux multinationales l'exploitation et la production de matières naturelles.

ii. Désillusion d'une économie instable, libéralisation de l'industrie des hydrocarbures

En 1985, plusieurs programmes politiques tentent de stabiliser l'économie bolivienne et d'attirer les IDE. Les gouvernements de Paz Zamora (1989-1993) et Sanchez de Lozada (1993-1997) créent les conditions favorables pour l'entrée de capitaux étrangers en Bolivie, à travers 4 lois et un décret majeur : la loi des investissements, les lois de capitalisation, la loi des hydrocarbures, la loi 843

⁹ « *Los yacimientos de hidrocarburos, cualquiera que sea el estado en que se encuentren o la forma en que se presenten, son del dominio directo, inalienable e imprescriptible del Estado. Ninguna concesión o contrato podrá conferir la propiedad de los yacimientos de hidrocarburos. La exploración, explotación, comercialización y transporte de los hidrocarburos y sus derivados, corresponden al Estado. Este derecho lo ejercerá mediante entidades autárquicas o a través de concesiones y contratos por tiempo limitado, a sociedades mixtas de operación conjunta o a personas privadas, conforme a Ley.* » - Constitución de la Republica de Bolivia, 1967, Political Database of the Americas, <https://pdba.georgetown.edu/Constitutions/Bolivia/1967bolivia1994.html>

¹⁰ Pacto Andino de 1969, version de 1991 <https://www.comunidadandina.org/DocOficialesFiles/Gacetas/gace080.pdf>

relative aux modifications du système et le décret N° 24806¹¹. La loi des investissements établie en 1990 que les investissements étrangers et nationaux seront traités de la même manière. Quatre ans plus tard, le gouvernement Sanchez sécurise les investissements étrangers dans les entreprises boliviennes avec les lois de capitalisation. Ces entreprises capitalisées forment un nouvel agent économique grâce aux conditions avantageuses offertes par le gouvernement, permettant le développement des activités. Par exemple, YPFB a pu développer exploration, exploitation et transport de son pétrole grâce à cette stratégie de capitalisation impliquant des multinationales¹².

Le cadre juridique national relatif à l'industrie pétrolière est revu. L'entreprise nationale YPFB ne correspond pas à la vision néolibérale d'un marché économique efficace, dans lequel « *les coûts de transaction et de transformation sont très bas* »¹³. Pourtant, la YPFB génère des excédents économiques qui constituent la source principale du PIB bolivien. Une autre justification de la réforme institutionnelle du secteur des hydrocarbures est que les entreprises nationales n'ont pas les capacités d'économiser et d'investir dans leurs activités, afin de générer une accumulation de capital. Devant ce problème, la théorie économique des droits de la propriété¹⁴ explique que le transfert des droits de propriété est probablement la solution la plus pertinente en matière d'allocation et d'utilisation des ressources disponible dans une société. Selon Furibotn et Pejovich, les droits de propriété sont l'ensemble de relations économiques et sociales qui définissent la position de chaque individu par rapport à l'utilisation de ressources rares. La propriété portant sur les ressources et non les matières naturelles, on parlerait plutôt ici de droit d'exploitation. Cette vision implique ainsi des acteurs et institutions maintenant une propriété privée, l'efficacité et la productivité, dans une économie ouverte. Cette réforme du cadre juridique national est soutenue par le FMI et la Banque mondiale, à travers une réforme néolibérale qui permettrait d'augmenter les investissements étrangers dans ces industries : l'YPFB est divisée en 3 industries et 50% des parts reviennent au secteur privé. Les atouts de l'industrie nationale YPFB sont ainsi détournés en faveur des entreprises privées. De nombreux efforts sont faits pour attirer les capitaux étrangers ; les gagnants de l'opération sont Eron, Shell, Repsol YPF. Cette réforme institutionnelle du secteur des hydrocarbures implique une privatisation du surplus économique réalisé par le pétrole et le gaz naturel, au bénéfice des multinationales et au détriment des intérêts de la société bolivienne. En 1990, de nombreuses entreprises étrangères font ainsi leur apparition en Bolivie : British Gas Bolivia (branche de BP), CHACO S.A (Amoco Netherlands Petroleum Company racheté par BP ensuite), TOTAL Exploration Production Bolivie (TOTAL Fina Elf), Petrobras Bolivia S.A (Petrobras a vendu à YPFB et Total en 92), Pecom Energia S.A (Perez Company), Repsol YPF (Andina S.A), SHELL etc...¹⁵

¹¹ Ley de Inversión, Ley de Capitalización, Ley de Hidrocarburos, modificaciones introducidas en el sistema tributario (Ley 843)

¹² Cf Annexe 1 Estrategia de Capitalizacion de YPFB

¹³ Douglass North, 1998

¹⁴ Les fondements économiques du droit de propriété, Nadia Antonin, octobre 2020, ANDESE, <https://www.andese.org/contributions/chroniques-de-nadia-antonin/482-les-fondements-economiques-du-droit-de-proprietie.html>

¹⁵ Cf Annexes 2 et 3 sur la distribution des réserves de gaz naturel et de pétrole par entreprise

En 1996, Sanchez de Lozada revoit la loi des hydrocarbures n°1194 de 1990, qui établit les conditions d'installation des entreprises transnationales pétrolières. Conformément à l'article 139 de la Constitution bolivienne, cette loi du gouvernement Paz Zamora définit les gisements d'hydrocarbures comme propriété de l'Etat bolivien, que nul contrat ou concession ne peut conférer à une entreprise privée. La loi 1194 permet deux types de contrats uniquement : les opérations, et les associations (dont la YPFB est responsable). Sanchez de Lozada exclut la compagnie nationale YPFB du processus de transport et de distribution des hydrocarbures. Les activités de raffinage et industrialisation des hydrocarbures ainsi que la commercialisation de ses produits passent également aux mains des entreprises étrangères. Cette nouvelle loi de 1996 contredit pleinement l'article 139 de la constitution politique de l'Etat (CPE) présenté plus haut.

Un an plus tard, le décret suprême n°24806 autorise la commercialisation et l'exportation des hydrocarbures aux entreprises étrangères. Pire, ce décret de 1997 stipule que les entreprises pétrolières sont titulaires des activités d'exploration, d'exploitation et de commercialisation des hydrocarbures. Autrement dit, l'Etat bolivien reste propriétaire des gisements d'hydrocarbures, des ressources souterraines donc, mais dès que ces réserves entrent en phase de production, ou sont déclarées comme domaines commerciaux, elles appartiennent aux compagnies pétrolières. La rente économique de ces ressources bénéficie alors uniquement aux entreprises ; l'Etat bolivien ne capte que les impôts établis par la loi. Le gouvernement Sanchez de Lozada à la tête du MNR (mouvement nationaliste révolutionnaire) a ainsi pleinement privatisé les ressources naturelles de la Bolivie, allant à l'encontre de l'article 139 de la constitution. Avec ces quatre lois, il a transféré le droit de la propriété sur les hydrocarbures détenu par l'Etat bolivien pendant 60 ans, aux compagnies pétrolières étrangères. La YPFB ne gère plus que les contrats de Risques Partagés entre les compagnies pétrolières et les entreprises capitalisées. L'Argentine (privatisation entre 1990 et 1991) et le Pérou (privatisation en 1993) ont adopté le même système, tandis que l'Équateur, le Mexique, le Venezuela et le Brésil ont conservé la tutelle de l'Etat sur les ressources naturelles.

iii. Evo Morales, retour d'une politique socialiste sur les ressources

En octobre 2003, la révolution éclate en Bolivie, en partie menée par une société civile souhaitant récupérer le droit de la propriété sur les ressources d'hydrocarbures du pays. Cette révolte est connue sous le nom de la Guerre du Gaz, et survient après la découverte d'un immense gisement de gaz naturel dans la région du Gran Chaco. Plusieurs partis politiques poussent la révolution, dont le mouvement vers le socialisme (MAS) et plusieurs organisations syndicalistes (COB, CSUTCB, COR...). Dans le débat national sur le sujet des hydrocarbures, deux discours s'opposaient : un premier pour récupérer urgemment le droit de la propriété sur le gaz et le pétrole, l'industrialisation de ces ressources et l'opposition à l'exportation de gaz par les ports chiliens. La deuxième posture, plutôt soutenue par les villes de Tarija et Santa Cruz, consistait à conserver l'actuel régime politique sur le secteur des hydrocarbures afin de garantir la réalisation des projets d'exportations, et particulièrement de gaz naturel vers le Mexique et les Etats-Unis. Ce déchirement de la société a poussé Sanchez de

Lozada a renoncé à la présidence, laissant sa place à Carlos Mesa. En 2004, Carlos Mesa présente une nouvelle Loi des Hydrocarbures au congrès et propose un référendum pour définir le propriétaire du gaz naturel bolivien. 92% des votes soutiennent la nationalisation du gaz bolivien, tandis que 87% soutiennent le rejet de la loi des hydrocarbures de 1996. Pourtant, dans le projet de nouvelle loi, aucune des revendications d'octobre 2003 n'est prise en compte, seules les taxes sur les entreprises étrangères sont augmentées de 18 à 50%. Les entreprises pétrolières étrangères restent titulaires des activités sur les hydrocarbures après leur extraction du sol.¹⁶

Les protestations des Boliviens pour sécuriser l'économie par la nationalisation des ressources continuent, et Mesa démissionne en 2005. Il faudra attendre l'arrivée du président indigène Evo Morales en 2006 pour nationaliser le secteur des hydrocarbures, relancer la compagnie nationale YPFB en rachetant la majorité des parts détenues par les entreprises privées et en proclamant l'État comme seul propriétaire des ressources pétrolières et gazières du pays. Au-delà de nationaliser les ressources, il s'agit d'industrialiser les matières premières afin de permettre au pays de sortir du modèle extractiviste. Morales défend le principe de souveraineté économique, en assurant le développement d'un secteur qu'il définit comme stratégique puisqu'il garantit l'indépendance et la souveraineté de la nation. L'administration Morales marque un tournant drastique pour la Bolivie, dont l'économie connaît sa plus forte croissance depuis plusieurs décennies. Le pays augmente sa souveraineté sur sa politique économique, les dépenses sociales augmentent de 45% et la pauvreté est réduite de 25% sur la période 2005-2012. De 1970 à 2005, la balance du secteur public non financier était déficitaire ; depuis 2006, un surplus allant de 0,1 à 4,5% du PIB est enregistré chaque année.¹⁷ La nationalisation du secteur gazier a également permis à la Bolivie de renégocier à la hausse des contrats d'approvisionnement avec le Brésil et l'Argentine. Le transfert de technologies, la création d'industries locales au bénéfice des Boliviens, la hausse des salaires locaux (emplois, valeur ajoutée du travail) ont aussi été revus.

Il est intéressant de remarquer que la nationalisation des secteurs d'hydrocarbures en 2006 va à l'encontre des recommandations des institutions de développement international (FMI, Banque Mondiale...) et du consensus de Washington. Le Fonds monétaire international avait collaboré à l'élaboration des réformes fiscales sur le secteur en 1996, conseillant les autorités sur la privatisation des hydrocarbures¹⁸. Le FMI est ainsi vu comme un instrument de pillage moderne qui pousse les économies latino-américaines à s'ouvrir, à subir de plein fouet la mondialisation et à favoriser la place peu avantageuse (économie rentière) de l'Amérique Latine dans la division internationale du travail. En 2009, Evo Morales inscrit dans la constitution bolivienne, qui s'applique encore aujourd'hui, la nationalisation des ressources naturelles et leur industrialisation. Toute activité économique doit renforcer la souveraineté du pays. Néanmoins, la politique minière du gouvernement n'est pas simplement orientée selon une planification étatique de l'économie. Elle est influencée par la hausse

¹⁶ Cf Annexe 4 sur la chaîne de valeur des hydrocarbures

¹⁷ Cf Annexe 5 sur la balance du secteur public relatif non financier

¹⁸ Bolivia: Ex Post Assessment of Longer-Term Program Engagement—Staff Report and Public Information Notice on the Executive Board Discussion, FMI, 2005, imf.org <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2005/cr05139.pdf>

des prix des matières premières ; le modèle de développement économique de la Bolivie implique forcément une forte dépendance économique envers les nations occidentales.

En novembre 2019, Evo Morales est renversé par un coup d'État pro-américain mené par Jeannine Anez. Il est accusé de fraude par les observateurs internationaux, condamné pour « *sédition et terrorisme* » et contraint de quitter la Bolivie. En 2022, il pointe du doigt le rôle des Occidentaux dans le coup d'état¹⁹ pour conserver leurs avantages économiques : « *Je rappelle que notre modèle économique a permis une croissance et une réduction de la pauvreté qui sont historiques. Il s'est fondé sur la nationalisation des ressources naturelles. Durant les treize années où j'ai gouverné, la Bolivie a pris la tête des États latino-américains en termes de croissance. La nationalisation nous a permis de progresser dans le processus d'industrialisation, mais les États occidentaux ne souhaitent pas que l'Amérique latine s'industrialise. Ils veulent qu'elle continue à leur vendre des matières premières. Quant aux États occidentaux, nous savons aujourd'hui que l'Union européenne – la Commission, pas le Parlement – a pris part au coup d'État. Nous savons également que l'Angleterre a financé le coup d'État.* » L'Amérique latine est un réservoir de matières premières pour les Occidentaux (pétrole vénézuélien et mexicain, cuivre chilien...). Ainsi dépendants de ce réservoir, les Etats-Unis se devaient d'assurer la conservation de leurs intérêts économiques en déployant l'impérialisme américain. C'est ainsi que naissent des régimes autoritaires soutenus par les intérêts étrangers de pays sous bannière démocratique. En 2022, Jeannine Anez est condamnée à dix ans de prison pour ce coup d'État, le MAS revient au pouvoir avec à sa tête Luis Arce, l'ancien ministre des Finances du gouvernement Morales. Evo Morales conserve des fonctions politiques et diplomatiques essentielles et œuvre pour l'intégration régionale d'une Amérique latine souveraine face aux Etats-Unis.

iv. L'intégration du lithium dans l'économie, une nouvelle chance pour la Bolivie

La nouvelle ressource au cœur des mesures de sécurité économique actuelles en Bolivie concerne le lithium, le nouvel or blanc essentiel à la transition écologique des Occidentaux, dont le cours a été multiplié par dix ces dernières années²⁰. La compagnie minière bolivienne COMIBOL a estimé que le salar d'Uyuni pourrait abriter plus de la moitié du stock mondial de lithium. Cependant, l'Etat bolivien peine à exploiter les immenses réserves : la Bolivie a extrait 60 fois moins de lithium que son voisin chilien en 2022²¹. Afin d'améliorer le développement de la filière, le gouvernement cherche des investisseurs, des partenaires qui permettraient de conserver la souveraineté de l'Etat sur les ressources, une participation majoritaire de la Bolivie sur l'entrepreneuriat, la possibilité

¹⁹ Interview d'Evo Morales, « les nationalisations ont permis des progrès sociaux historiques », LVSL, 21 novembre 2022, <https://lvsl.fr/evo-morales-les-nationalisations-ont-permis-des-progres-sociaux-historiques/>

²⁰ Cf Annexe 6 sur l'évolution du prix du lithium

²¹ *Bolivie : deux accords sur le lithium avec des entreprises chinoises et russes*, Nils Sabin pour RFI, 1^{er} juillet 2023, <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20230630-bolivie-deux-accords-sur-le-lithium-avec-des-entreprises-russe-et-chinoise>

d'industrialiser les produits dérivés du carbonate de lithium sur le sol bolivien, et un transfert des technologies.

Le modèle économique bolivien ne repose ainsi pas simplement sur la nationalisation des ressources naturelles, il s'agit de les industrialiser pour en tirer davantage de recettes de la valeur ajoutée, créer de l'emploi et poursuivre le processus de distribution en Bolivie. Le prix du carbonate de lithium est nettement supérieur à celui du lithium pur, du fait des spécifications techniques plus sophistiquées, fixées par les acheteurs (producteurs de batteries, compagnies automobiles...). En ce sens, le MAS privilégie les investissements étrangers venant de la Russie ou de la Chine plutôt que des Etats-Unis, dont le principe de libre-échange basé sur le libre marché fait l'objet d'un profond rejet. S'endetter auprès de la Russie ou de la Chine garantirait une meilleure souveraineté économique vis-à-vis des ressources naturelles présentes sur le sol bolivien. Cela explique que ça soient les entreprises chinoise Citic Guoan et la russe Uranium One Group, deux groupes à forte participation d'État, qui s'allient à la compagnie publique Yacimientos de Litio Bolivianos (YLB) pour construire les deux prochaines usines de production de carbonate de lithium. Les deux contrats prévoient 1,5 milliard de dollars d'investissements ; le ministère des Hydrocarbures et de l'Énergie de Bolivie espère ainsi exporter pour 5 milliards de dollars de lithium d'ici 2025, ce qui dépasserait les 3,4 milliards de recette générés par le gaz naturel en 2022. Néanmoins, l'exploitation très contrôlée du lithium par l'Etat freine le développement des entreprises à échelle industrielle en Bolivie.

Jusqu'aux deux tiers des réserves mondiales de lithium²² seraient situées dans le triangle du lithium formé par la Bolivie, le Chili et l'Argentine²³. Cette région constitue quasiment un monopole naturel, dont la gestion fait l'objet de politiques très différentes entre la Bolivie et le Chili par exemple. L'exploitation des gisements du triangle du lithium est assez récente, et permet d'observer les politiques économiques accompagnant les débuts du cycle minier. Le Chili initie la production de lithium en 1984, l'Argentine en 1998 tandis que la Bolivie ne commence l'exploitation de ses salars qu'en 2008. Contrairement à la Bolivie où la YLB gère l'exploitation du lithium, deux sociétés sont à la manœuvre au Chili, qui représente 26% de la production mondiale en 2021 selon l'USGS. La société américaine Albemarle et la Sociedad Química Minera de Chile (SQM, dont le groupe chinois Tianqi Lithium Corp est l'actionnaire de référence) disposent de licences d'exploitation, mais doivent reverser jusqu'à 40% de leurs recettes à l'Etat. Les recettes fiscales dépassent aujourd'hui celles du cuivre, qui a porté l'économie chilienne et largement contribué au "miracle chilien". En Argentine, deux mines sont exploitées par une société américaine et un consortium australien et japonais²⁴.

Au-delà d'une simple exploitation de la matière première, un vrai travail de recherche et de montée en compétences est mené de l'extraction à l'industrialisation par les trois pays. Néanmoins, les projets d'intégration régionale (coopération scientifique, politique avec le ZICOSUR) autour du lithium n'aboutissent pas, et les techniques d'extraction employées par les multinationales sont issues

²² Enquête. *Les immenses réserves de lithium d'Amérique latine ravivent les nationalismes*, Courrier International, 20 septembre 2022, <https://www.courrierinternational.com/article/enquete-les-immenses-reserves-de-lithium-damerique-latine-ravivent-les-nationalismes>

²³ Cf Annexe 7 sur le triangle du lithium

²⁴ Cf Annexe 8 sur les concessions de lithium

de recherches réalisées en dehors du pays où se situent les gisements (ex la filiale Eramine d'Eramet a mis au point un procédé d'extraction de lithium innovant, développé par des ingénieurs français de l'Institut français du Pétrole et des Energies Nouvelles). Ainsi la proposition argentine de créer une organisation des pays producteurs de lithium (Opproli) à l'image de l'OPEP en 2014 peine à accorder les différents gouvernements qui développent chacun un modèle d'exploitation différent. Cette alliance stratégique aurait pu permettre de défendre les intérêts de ces pays sur la scène internationale, en pesant davantage sur la fixation des prix par exemple. Les gouvernements argentins, boliviens et chiliens appréhendent complètement différemment le rôle de l'Etat dans l'exploitation des matières premières de leur territoire. Si la Bolivie espère développer une exploitation étatique du lithium comme expliqué précédemment, l'extractivisme se poursuivait dans les années 2010 au Chili à travers une politique de néolibéralisme économique. En avril 2023, le président du Chili Gabriel Boric a pourtant pris de cours les entreprises minières privées exploitant le lithium chilien, en dévoilant sa stratégie nationale du lithium. Après avoir annoncé la création d'une société publique dédiée au lithium, Gabriel Boric a précisé que ses projets seraient développés en partenariat avec le secteur privé. Une certaine crainte d'un nationalisme des ressources à échelle mondiale se fait sentir, à l'image du Mexique avec le lithium, poussant les entreprises chiliennes à souligner leur coopération avec la compagnie publique Codelco²⁵ pour un développement du secteur profitant à la société chilienne. Le président élu en 2022 peine néanmoins à imposer ses réformes telles que la taxe sur le secteur minier, dans un pays considéré comme le laboratoire du néolibéralisme de par sa politique économique concernant ses matières premières.

b. Chili, Etat rentier laboratoire du néo-libéralisme

En 2022 au Chili, l'activité minière représentait entre 13 et 14% du PIB, environ 59% des exportations et 11% des emplois formels. L'exploitation de matières premières est de loin le secteur phare de l'économie chilienne. Le Chili est le premier producteur de cuivre, il assure 30% de la demande mondiale. La gestion des ressources du Chili est drastiquement différente du modèle étatique bolivien vu précédemment, et s'insère dans une logique d'économie purement libérale.

i. Balbutiements du libre-échangisme et « chilenisation » du cuivre

Le 21 février 1811, le décret de libre commerce vient théoriser le libéralisme économique du Chili du XIXe siècle, caractérisé par un fort libre-échange dans une société élitiste centraliste. La découverte des gisements d'argent de Chañarcillo en 1832 lance le modèle économique chilien fondé sur l'exportation pure des matières premières (essentiellement l'argent, le cuivre, l'or et le blé). Le Chili

²⁵ Declaración SOFOFA sobre el anuncio respecto de la política nacional del litio, SOFOFA, avril 2023, <https://web.sofofa.cl/noticias/declaracion-sofofa-sobre-el-anuncio-respecto-de-la-politica-nacional-del-litio/>

s'insère dans l'économie mondiale, les bases politiques et économiques conservatrices sont matérialisées dans la Constitution de 1833. La récession mondiale de 1870 frappe fortement l'économie chilienne : le prix des actions minières chute de plus de 50%. Les solutions classiques de la théorie libérale sont mises en place, mais la crise fragilise pour la première fois le modèle de libre-échange des années 1960 et ouvre le débat sur l'introduction de mesures protectionnistes en faveur de l'industrie chilienne.

La politique réformiste pointe la brutalité des cycles économiques expansifs et récessifs propres aux exportateurs de matières premières. Le ministre Sotomayor rejette néanmoins la possibilité d'imposer la rente minière, ou d'instaurer des mesures tarifaires protectionnistes allant à l'encontre du modèle exportateur libre-échangiste chilien. Le pays parvient à sortir de la crise financière en s'emparant en 1879 des richesses procurées par le salpêtre (nitrate de potassium) d'Antofagasta et Tarapaca au cours de la Guerre du Pacifique (1879-1882). L'exportation de nitrate devance alors le cuivre, dont l'impôt sur les importantes recettes remplit les caisses de l'Etat : le salpêtre concentre 80% des exportations et des recettes du Chili jusqu'en 1914, permettant ainsi le développement du capitalisme. Le décret de juin 1881 sur les titres de propriété dans l'industrie du nitrate provoquent l'affluence d'une extrême richesse pour le Chili. La spéculation sur le salpêtre en 1889 pousse le gouvernement Balmaceda à restreindre les investissements aux capitaux chiliens.

L'exploitation du nitrate de potassium est portée dès le début par les investissements britanniques, dont l'économie chilienne est ainsi extrêmement dépendante jusqu'en 1910. C'est ensuite une vassalité aux capitaux américains qui s'installe avec l'essor du cycle du cuivre. L'immense mine de cuivre de Chuquicamata est exploitée et développée par Guggenheim Bros jusqu'à la « chilenisation » du cuivre en 1964. L'Etat peut alors intervenir dans la gestion des mines en s'associant avec les capitaux étrangers, et propose un raffinement complet du cuivre au Chili en 1966. Les profits élevés, en partie dus à une forte hausse du prix du cuivre, ravivent l'idée d'une nationalisation complète du cuivre. La fin du gouvernement Montalva et l'arrivée de Salvador Allende en 1970 à la tête de l'Unité Populaire conduit à l'étatisation de l'industrie du cuivre le 11 juillet 1971²⁶. La propriété de toutes les mines de cuivre du pays est ainsi transférée à la compagnie nationale de gestion du développement des mines de cuivre créée en 1966, la Codelco.

ii. Dictature Pinochet et Chicago Boys, synergie à l'origine du « miracle chilien »

En 1973, le général Pinochet renverse le gouvernement Allende par un coup d'Etat et instaure une dictature jusqu'en 1990. Augusto Pinochet est alors conseillé par un groupe d'économistes formés aux Etats-Unis sous l'influence de Milton Friedman, "*les Chicago Boys*". Friedman s'oppose à l'intervention de l'Etat dans l'économie, allant à l'encontre du consensus interventionniste de l'époque incarné par Keynes. Critiquant la politique du président socialiste Allende, ils élaborent quelques

²⁶ La nacionalización de la gran minería del cobre, memoria chilena, <https://www.memoriachilena.gob.cl/602/w3-article-3622.html#presentacion>

années avant le coup d'État de 73, pour les militaires, un programme économique alternatif : *el Ladrillo* (la brique). La dictature permet cette transformation brutale de l'économie vers le néolibéralisme, bien avec Reagan et Thatcher.

La même année, le choc pétrolier fragilise le nouveau régime, c'est l'occasion pour les Chicago Boys d'appliquer leur recette magique : en plus de créer de la récession, de couper drastiquement dans les budgets de l'Etat et de démanteler les secteurs de l'éducation et de la santé, ils privatisent plus de 400 entreprises publiques en 1977. En parallèle, le Chili se désengage du pacte andin en 1976, dont les normes douanières, les quotas et restrictions à l'étranger allaient à l'encontre de la nouvelle stratégie néo-libérale. Le « miracle chilien » est constaté au tournant des années 1980 : l'afflux des capitaux étrangers a permis une croissance de 8%. La vitrine économique du Chili cache cependant une paupérisation massive de la population induite par cette planification scientifique destinée à favoriser l'élite économique chilienne. Le système fiscal du pays en fait une véritable oasis pour les grosses fortunes, permettant une concentration intense des richesses. Les entreprises nationales peuvent notamment bénéficier d'un fonds d'utilités tributaires (FUT) créé en 1982, leur permettant d'accumuler d'importantes liquidités. D'après le contrôleur de fiscalité chilien, le FUT représentait en 2014 247 milliards de dollars (soit 87% du PIB). La refonte du code minier la même année obscurcit en parallèle la relation entre l'Etat et le concessionnaire minier. Une seconde vague de privatisation enterre définitivement l'idée d'un Etat entrepreneur dans la seconde moitié des années 1980. Seules les entreprises considérées comme stratégiques sont conservées, sous la pression des militaires eux-mêmes : la Codelco, l'ENAP et la Banco del Estado.

Comme le reste de l'Amérique latine, le Chili est un pays riche gouverné par un État pauvre. Mais à l'inverse de la Bolivie par exemple, l'ouverture commerciale et l'interventionnisme minimal de l'État chilien maintiennent une bonne économie du pays, qui n'est pas touchée par la dette. Le modèle économique chilien après la dictature de Pinochet conserve les mêmes fondements : la réduction de l'Etat dans l'économie, la suprématie du secteur privé dans la production de biens et services et l'exportation comme moteur de la croissance. L'élite politique et économique continue de privilégier la croissance économique au prix de fortes inégalités, engendrant une ségrégation économique forte de la population.

iii. De l'explosion sociale à l'élaboration d'une stratégie nationale du lithium

Pourtant, le 18 octobre 2019, l'extrême privatisation du Chili déclenche une exposition sociale, qui se cristallise dans la demande d'une nouvelle constitution pour remplacer celle de 1980 instaurée sous la dictature Pinochet. Ce soulèvement contre les inégalités sociales mènera Gabriel Boric à la présidence en 2022, dont la stratégie nationale du lithium vise à repositionner l'État chilien comme acteur central de l'exploitation de la ressource. La mesure est comprise comme une quasi-nationalisation de l'industrie du lithium.

Aujourd'hui, les deux sociétés minières publiques Codelco et Enami disposent de partenariats avec les acteurs privés Albermale et SQM²⁷, mais ne connaissent que le cuivre, pas l'industrie du lithium. Dans ces conditions, la création d'une entreprise nationale de lithium, comme annoncé en avril 2023 par Gabriel Boric, d'ici la fin de son mandat dans deux ans, paraît ambitieuse. Pour l'heure, l'Etat chilien n'est donc pas actionnaire de l'industrie du lithium mais bénéficie d'un partage des profits sous forme de royalties. En 2022, Albermale et SQM ont ainsi versé dans les caisses du Trésor Public plus de 5 milliards de dollars²⁸. L'Etat pourrait néanmoins intervenir dans la classification des salaires, définir le niveau de contrôle qu'il souhaite dans l'industrie ainsi les acteurs qui la composent, tout particulièrement les concessionnaires miniers privés.

L'annonce de Gabriel Boric est appuyée par la Commission chilienne du cuivre Cochilco, qui pointe le retard du Chili dans l'établissement d'une stratégie et d'une politique du lithium²⁹. Le Cochilco estime qu'au rythme actuel, le manque de planification entraînera la chute du lithium chilien de 32% du marché mondial en 2020, à seulement 15% en 2030. La vente de carbonate de lithium a pourtant augmenté de 777% de 2021 à 2022, témoignant de l'émergence de nouveaux compétiteurs. Le rapport du Cochilco prévoit un leadership argentin à l'horizon 2030 sur le marché de l'or blanc. En cause, la mine de Livent gérée par les Américains, et d'Orocobre gérée par le consortium australo-japonais qui prévoient de doubler leur production en 2024, en parallèle d'une dizaine de nouveaux projets³⁰. Nouveau visage de la mondialisation, le lithium attire massivement des investisseurs et opérateurs du monde entier ; les investissements d'exploration ont augmenté de plus de 900% depuis 2015. Au-delà d'être ouverte aux investissements étrangers dans le secteur, l'Argentine établit dans son code général de l'industrie minière³¹ que les matières premières peuvent être librement concédées aux entreprises privées par les 23 provinces. C'est pourquoi la Chine, la Russie, le Canada et les Etats-Unis se bousculent aux portes d'une Argentine libérale, plutôt qu'au Chili où l'Etat cherche à reprendre le contrôle des ressources.

²⁷ Albermale dispose d'une concession jusqu'en 2043, et SQM jusqu'en 2030

²⁸ *Lithium chilien : comprendre la stratégie de Boric*, le grand continent, 10 janvier 2024, <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/01/10/lithium-chilien-comprendre-la-strategie-de-boric-une-conversation-avec-le-president-deramet-au-chili/>

²⁹ *Chile cederá en 2035 a Argentina liderazgo en litio*, 30 mai 2023, DW, <https://www.dw.com/es/chile-ceder%C3%A1-en-2035-a-argentina-el-liderazgo-suramericano-en-producci%C3%B3n-global-de-litio/a-65775272>

³⁰ *Argentina is at the epicenter of a new white gold rush*, CNBC, octobre 2023, <https://www.cnbc.com/2023/10/06/lithium-boom-argentina-is-at-the-epicenter-of-a-new-white-gold-rush.html>

³¹ Marco Regulatorio Argentino, https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/marco_regulatorio_argentino.pdf

Conclusion

A l'image de la divergence des stratégies d'exploitation du nouvel or blanc dans le triangle du lithium, les politiques sur l'exploitation des ressources sud-américaines présentent des disparités majeures. Si des grandes tendances ont guidé les Etats à nationaliser leurs matières premières puis les industries du début des exploitations aux années 1950, une vague générale de privatisation a touché le secteur des ressources énergétiques et minières dans les années 1980. L'Amérique du Sud est globalement composée de pays riches gouvernés par des Etats pauvres. Les gouvernements ayant opté pour une économie sociale, tels que la Bolivie, ont connu un développement beaucoup moins exponentiel que le Chili, qui a privilégié pendant des décennies une élite économique et politique au détriment de toute une population. Les mesures de protectionnisme économique mises en place sur les ressources n'ont malgré tout pas permis d'atteindre une souveraineté économique des Etats, faute d'industrialisation complète et compétitive. Dès lors l'Amérique du Sud est restée dépendante des capitaux étrangers répondant aux intérêts économiques des pays développés, qui puisent à leur profit depuis des siècles dans ce réservoir naturel de matières premières.

Annexes

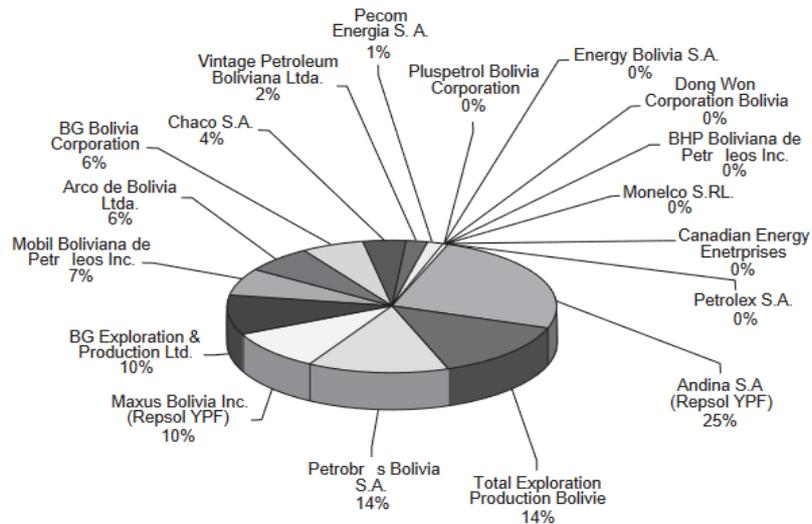
Annexe 1 : Stratégie de capitalisation de la société bolivienne YPFB

Cuadro N° 10
Estrategia de Capitalización de YPFB

UNIDADES	EMPRESAS ADJUDICATARIAS	VALOR CAPITALIZACIÓN (Dólares americanos)
Unidad de Exploración y Producción: Empresa Petrolera Chaco	Amoco Bolivian Petroleum Company	306,667,001
Unidad de Exploración y Producción: Empresa Petrolera Andina	Empresa Petrolera Andina	264,777,021
Unidad de Transporte: Transredes Transporte de Hidrocarburos	Enron Transportadora Bolivia Shell Overseas Holding Ltda.	263,500,000
TOTAL		834,944,022

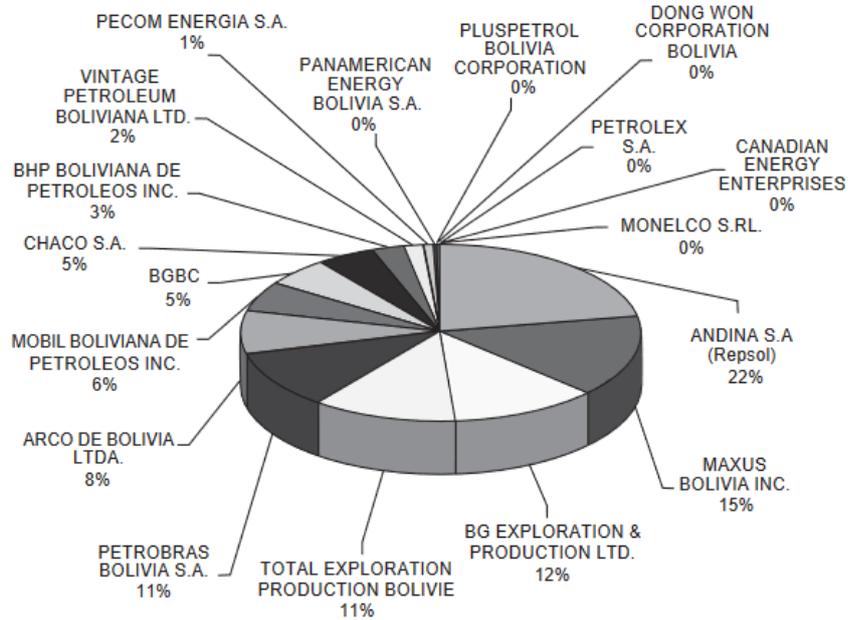
Annexe 2 : Distribution des réserves de gaz naturel par entreprise

Gráfico N° 3
Distribución de Reservas Probadas y Probables por Compañía Gas Natural
(en Porcentajes)



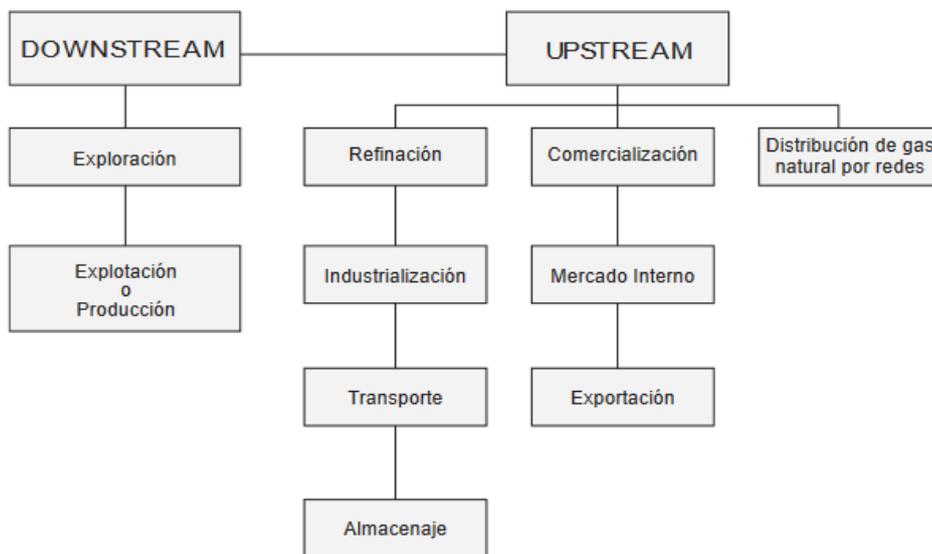
Annexe 3 : Distribution des réserves de pétrole par entreprise

Gráfico N° 4
Distribución de reservas Probadas y Probables por Compañía
Petróleo y Condensado (en MMbbl)
(en Porcentajes)

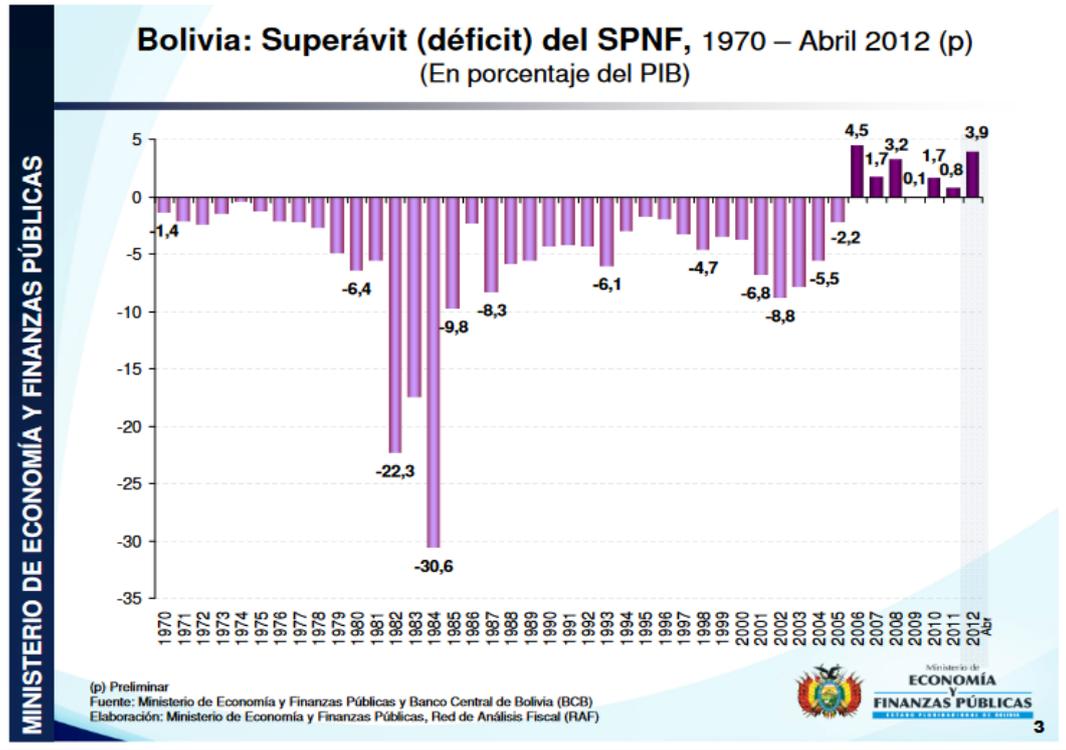


Annexe 4 : Chaîne de valeur des hydrocarbures

Gráfico N° 17
Cadena Hidrocarburífera

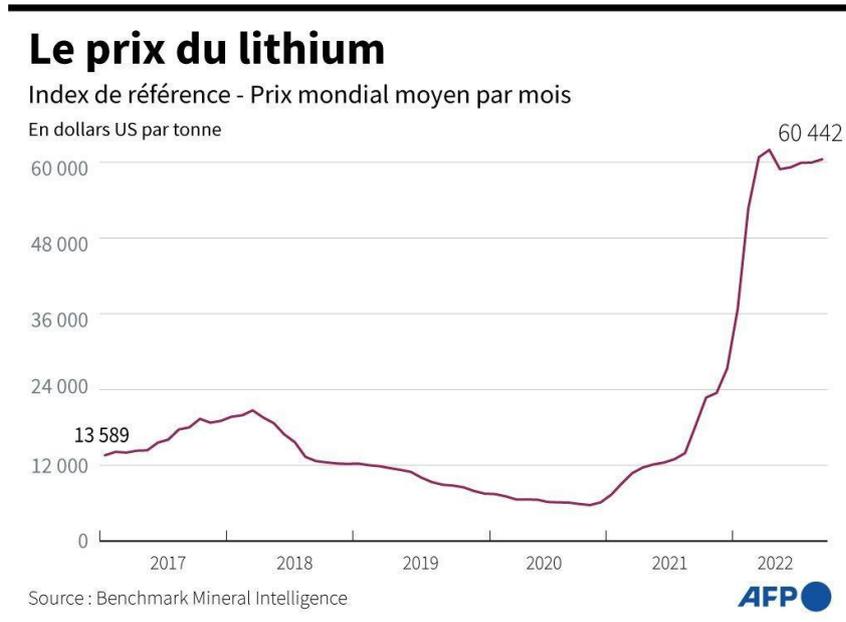


Annexe 5 : Balance du secteur public non financier en Bolivie de 1970 à 2012



https://medios.economiayfinanzas.gob.bo/MH/documentos/RAF/2012/Junio2012/Superavit_200612.pdf

Annexe 6 : Évolution du prix du lithium



Annexe 7 : Le triangle du lithium



Annexe 8 : Concessions de lithium en Amérique du Sud

Pays	Nom du gisement	Entreprise	Pays d'origine des capitaux	Statut fin 2018	Date de début de production (effective ou planifiée)
Chili	<i>Salar de Atacama</i>	Albemarle	États-Unis	Exploitation	1984
Chili	<i>Salar de Atacama</i>	SQM	Chili	Exploitation	1997
Argentine	<i>Salar del Hombre Muerto</i>	FMC Lithium	États-Unis	Exploitation	1998
Argentine	<i>Salar de Olaroz</i>	Sales de Jujuy (Orocobre / Toyota / JEMSE)	Australie	Exploitation	2014
Argentine	<i>Tres Quebradas</i>	Liex SA	Argentine	Faisabilité	2019
Argentine	<i>Pastos Grandes</i>	Millennial Lithium	Canada	Exploration	2019-2020
Argentine	<i>Salar de Cauchari</i>	Minera Exar (Lithium Americas / SQM)	États-Unis / Chili	Faisabilité	2020
Argentine	<i>Salar de Centenario-Ratones</i>	Eramine Sudamerica	France	Faisabilité	2021
Bolivie	<i>Salar de Uyuni</i>	YLB	Bolivie	Faisabilité	2021
Argentine	<i>Salar de Cauchari</i>	Advantage Lithium / Orocobre	Canada / Australie	Exploration	2021
Argentine	<i>Salar del Rincon</i>	Rincon Ltd	Australie	Faisabilité	2024-2025
Chili	<i>Salar de Maricunga</i>	Codeco	Chili	Exploration	-
Chili	<i>Salar de Pedernales</i>				-
Bolivie	<i>Salar de Coipasa</i>	YLB	Bolivie	Exploration	-

<https://journals.openedition.org/echogeo/docannexe/image/16400/img-1.jpg>

Sources

- *Bolivia : Constitución Política de 1976 con reformas de 1994 y texto concordado de 1995*.
pdba.georgetown.edu/Constitutions/Bolivia/1967bolivia1994.html.
- Bonifaz, Jeannette. Lefebvre, Stephan. « *Lessons from Bolivia : re-nationalising the hydrocarbon industry* ». *openDemocracy*,
www.opendemocracy.net/en/opendemocracyuk/lessons-from-bolivia-renationalising-hydrocarbon-indust/#sdfootnote3sym.
- Dávila, Doralicia Carmona. *Memoria política de México*. 1901.
www.memoriapoliticademexico.org/Efemerides/12/24121901.html.
- Forget, Marie, Silvina Cecilia Carrizo, et Vincent Bos. « Ressources extractives sud-américaines : mondialisation et territorialisations des marges », *L'Information géographique*, vol. 85, no. 4, 2021, pp. 37-60.
- Garate Chateau, Emmanuel. « *La "Révolution économique" au Chili. A la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003* », 2010, <https://theses.hal.science/tel-00565323/document>
- Gouill, Claude Le. « The mining policy of the Evo Morales government : Myths and political pragmatism ». *Ideas*, n° 8, décembre 2016, <https://doi.org/10.4000/ideas.1695>.
- « L'extraction de lithium en Amérique du Sud, entre espoirs et désillusions ». *La Croix*, 26 octobre 2022, www.la-croix.com/L-extraction-lithium-Amerique-Sud-entre-espoirs-desillusions-2022-10-25-1301239285.
- Lapierre, Simon. « La Bolivie et les hydrocarbures : une histoire de longue date ». *Perspective Monde*, 7 décembre 2021, perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/3200.
- Larrouqué, Damien. « Le savant sans le politique : La conception hayékienne de l'action publique au Chili ». *Terrains/Théories*, n° 16, décembre 2022, <https://doi.org/10.4000/teth.5126>.
- Schmit, Simon. *Géopolitique. Les énergies, moteur de l'économie latino-américaine, mais à quel prix ?* Avril 2018, www.diploweb.com/Les-energies-moteur-de-l-economie-latino-americaine-mais-a-quel-prix.html.
- Sérandour, Audrey. « Le « triangle du lithium » existe-t-il ? Géographie politique d'une régionalisation andine (Argentine, Bolivie, Chili) ». *BELGEO*, n° 4, novembre 2020, <https://doi.org/10.4000/belgeo.43717>.

- Sérandour, Audrey. « Quand les savoirs font ressource : constructions sociales et intégrations territoriales. » *EchoGéo*, n° 46, décembre 2018, <https://doi.org/10.4000/echogeo.16400>.
- Villegas Quiroga, Carlos. « *Privatización de la industria petrolera en Bolivia* », mai 2004, [bibliotecavirtual](#)